

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le  
22/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **RHODIA OPERATIONS**

14 RUE DE LA PIERRE FOLLEGE  
91660 LE MEREVILLOIS

Code AIOT : 0006504577

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement RHODIA OPERATIONS implanté 14 rue de la Pierre Follège LE MEREVILLOIS 91660 LE MEREVILLOIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RHODIA OPERATIONS
- 14 rue de la Pierre Follège LE MEREVILLOIS 91660 LE MEREVILLOIS
- Code AIOT : 0006504577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'activité sur le site de Méréville consiste en la fabrication de pelliculants pour les semences.

Le site est ouvert de 7h à 19h30 (présence d'un gardien). Le site est télésurveillé en dehors de ces heures.

72 personnes travaillent sur le site (42 permanents et 30 intérimaires).

Une nouvelle ligne de production de pelliculants a été mise en place en 2017. Cette dernière a impacté le classement du site notamment vis-à-vis de la rubrique 2640 de la nomenclature pour l'emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels.

Les installations relèvent dorénavant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2640.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites données par l'exploitant aux constats formulés lors de la précédente inspection en 2020.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Démantèlement de la citerne GPL	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.4.6	/	Sans objet
8	Rétention des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.4.5	/	Sans objet
3	Conformité des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.3.2	/	Sans objet
4	Conformité des installations de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.3.4.2	/	Sans objet
5	Robinets d'incendie Armés	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.2.1	/	Sans objet
6	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.2.5	/	Sans objet
7	Étanchéité du réseau de gaz de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des non-conformités constatées lors de la précédente inspection en 2020 a été levé.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Notification changement d'exploitant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.4.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification changement d'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Changement d'exploitant  Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.
<b>Constats :</b> Le site de Méréville exploité auparavant par la société BAYER a été cédé à la société RHODIA OPERATIONS appartenant au groupe SOLVAY à partir du 1er juillet 2021.  Conformément à l'article 1.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, le successeur a notifié le changement d'exploitant au préfet par courrier du 26 juillet 2021.  L'établissement est désormais rattaché au siège social de RHODIA OPERATIONS situé 52 rue de la Haie Coq - 93300 AUBERVILLIERS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Démantèlement de la citerne GPL**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.4.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Démantèlement de la citerne GPL
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cessation d'activité  Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.  La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;</li><li>• des interdictions ou limitations d'accès au site ;</li><li>• la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</li><li>• la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les installations fonctionnant au GPL ont été converties au gaz naturel.  En conséquence, la citerne aérienne de GPL a été démantelée le 06 octobre 2021 et reprise par la société PRIMAGAZ propriétaire de la citerne.  Le bon de reprise correspondant rédigé par PRIMAGAZ et daté du 06 octobre 2021 a été transmis à l'inspection.  L'exploitant transmettra à l'inspection une copie des certificats de dégazage et nettoyage de la citerne GPL susvisée.  Par ailleurs, l'activité d'enrobage des semences ayant cessé, les séchoirs fonctionnant au gaz ont été arrêtés définitivement. L'exploitant mettra à jour la liste des installations visées par la rubrique 2910 de la nomenclature ICPE présentes sur son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### N° 3 : Conformité des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.  Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.  Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.  Lors des rénovations par l'exploitant, les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.  Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.
<b>Constats :</b> Le compte-rendu Q18 présenté à l'inspection le 20 février 2020 indiquait que l'installation électrique des bâtiments B et C pouvait entraîner des risques d'incendie et d'explosion.  Des travaux importants ont eu lieu sur l'installation électrique (nouveaux TGBT notamment), travaux réalisés par la société SEGA.  Le 20 septembre 2022, l'exploitant a présenté le dernier compte-rendu Q18 en date à savoir celui du 22 septembre 2021 rédigé par le bureau de contrôle DEKRA.  Selon ce compte-rendu Q18, les installations ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion. La non-conformité est levée.  L'inspection note que, lors du contrôle le 16 septembre 2021, une coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant. Lors du prochain contrôle annuel électrique, l'exploitant s'assurera qu'une coupure totale soit réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Conformité des installations de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité des installations de protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification des dispositifs de protection  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par un compteur de coups de foudre conforme au guide UTE C 17-106 ou par un système de détection d'orage. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.  L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation.  Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 5 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.  L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.  Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.  Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.
<b>Constats :</b> Pour rappel, le dispositifs de protection contre la foudre préconisés par l'étude technique foudre (ETF) ont été installés fin 2019 par la société DUVAL MESSIEN.  Le site dispose de 3 paratonnerres (2 pour le bâtiment B) et 1 pour le bâtiment C.  La vérification complète de l'installation de protection contre la foudre par un organisme distinct de l'installateur a été réalisée par le bureau de contrôle SOCOTEC le 22 décembre 2021. Le rapport correspondant a été présenté à l'inspection : aucune anomalie sur l'installation n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Robinets d'incendie Armés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Robinets d'incendie Armés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositions relatives au bâtiment C (entrepôt de stockage de matières premières, semences et produits finis)  [...]  Le bâtiment C est équipé de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection le 20 février 2020, le compte-rendu de vérification périodique des RIA mentionnait les non-conformités suivantes : - l'installation a plus de 10 ans et en conséquence une étude de conformité doit être réalisée - 2 RIA sont à plus de 1,80 m (donc trop haut).  L'étude de conformité a révélé la nécessité d'installer un surpresseur plus puissant pour pouvoir alimenter l'ensemble des RIA (un nouveau RIA ayant été installé compte tenu de la création d'un mur coupe-feu divisant l'entrepôt (bâtiment C) en 2).  Un nouveau surpresseur a été mis en service le 09 juillet 2021 par DESAUTEL. La déclaration de conformité N5 de l'installation a été consultée durant l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Réserve incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  [...]  • une citerne souple d'une capacité minimale de 350 m <sup>3</sup> située au nord du site. Cette réserve est munie d'un accès aménagé pour le pompage par camion pompe et alimente via un réseau hors-gel 2 poteaux d'aspiration pouvant délivrer 60 m <sup>3</sup> /h chacun. Cette installation est réceptionnée par le SDIS.  [...]
<b>Constats :</b> Une citerne souple d'une capacité de 400 m <sup>3</sup> a été installée au Nord du site.  Elle dispose de 2 plateformes de pompage situées de part et d'autre de la citerne.  Lors de la précédente inspection, l'exploitant était dans l'attente de la visite du SDIS afin de réceptionner l'installation.  La citerne souple a été réceptionnée par le SDIS le 24 février 2020. Le procès-verbal de réception correspondant a été consulté par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Etanchéité du réseau de gaz de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etanchéité du réseau de gaz de l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les chaufferies de l'établissement (raccordées aux conduits n°1, 3, 4 et 16 repérés à l'article 3.2.2 du présent arrêté) respectent les dispositions du présent article.</p> <p>La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait par une porte coupe-feu de degré EI120.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.</p> <p>La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.</p> <p>Un dispositif de détection d'incendie équipe chaque local chaufferie.</p> <p>Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur de chaque chaufferie, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;</li> <li>• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</li> </ul> <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>A l'extérieur de chaque chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li> <li>• un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection, le rapport de contrôle d'étanchéité du réseau de gaz réalisé en 2019 avait été consulté : ce dernier mentionnait 6 écarts dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un portant sur un organe de coupure grippé (à l'extérieur de la serre),</li> <li>- un portant sur une fuite au niveau du raccord mécanique en amont du manomètre situé à l'intérieur de la serre.</li> </ul> <p>Le 20 septembre 2022, l'inspection a consulté le rapport de contrôle d'étanchéité du réseau de gaz effectué en 2021 par le bureau de contrôle DEKRA. Celui-ci mentionne 8 écarts relevés pour la première fois en 2021. Les écarts mentionnés en 2019 ont été levés.</p> <p>L'exploitant devra formaliser le suivi des écarts mentionnés dans le rapport d'étanchéité de gaz.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Rétention des eaux d'extinction d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.  [...]
<b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection, compte tenu de certaines modifications (division de l'entrepôt C par une paroi coupe-feu notamment), l'inspection avait demandé à ce que le volume de confinement des eaux d'extinction soit mis à jour.  Le volume d'eau minimal à confiner en cas d'incendie de l'entrepôt C est de 400 m3.  Afin de disposer d'un tel volume, un nouveau bassin de confinement a été créé. Un plan "projet" de celui-ci a été consulté. L'exploitant confirmera justificatif à l'appui (plan de récolement) le volume du bassin de confinement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

